

Compte-rendu de la consultation citoyenne « Partager une monnaie commune »

15 septembre 2018

I. Organisateur de l'activité

a. Organisateur

La Banque de France et la direction générale du Trésor (Ministère de l'économie et des finances) ont organisé l'évènement.

b. Intitulé de l'activité

Cet évènement a été organisé à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, sur le thème « Partager une monnaie commune ».

c. Description de l'activité

L'évènement était ouvert à tous et une large place a été donnée à l'expression du public présent. L'objectif était de recueillir les avis, les attentes et les questions des personnes présentes sur les sujets économiques européens mais aussi plus largement sur l'avenir de l'Europe afin d'engager un véritable débat sur le futur de la construction européenne.

d. Date et heure

Le samedi 15 septembre, de 14h30 à 15h30.

e. Lieu

A la Banque de France (grand hall).

f. Nombre de participants

Environ 200 personnes.

g. Catégories de publics présents

Tout public.

h. Noms des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés

François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.

II. Synthèse de l'activité

a. Thèmes évoqués

L'évènement a porté sur l'euro de manière générale. Plusieurs sujets ont été évoqués, comme les bénéfices de la monnaie unique et les conséquences d'une sortie de l'euro, les leçons de la crise financière de 2008 et l'évolution de l'endettement, les politiques non conventionnelles de la BCE ou les négociations sur le Brexit et les relations avec les Etats-Unis.

b. Questions/ attentes/ problèmes soulevés

i. Les bénéfices de la monnaie unique et les conséquences économiques d'une sortie de la zone euro

Le public a évoqué à plusieurs reprises la question des bénéfices économiques de l'euro. François Villeroy de Galhau a donné plusieurs éléments de réponse :

- tout d'abord, en contenant l'inflation à un peu moins de 2% d'augmentation par an à moyen terme, l'euro permet de conserver la valeur de la monnaie au fil du temps ;
- grâce aux politiques monétaires accommodantes, l'euro a pu soutenir le crédit lors de la récession en conservant des taux d'intérêt bas ;
- l'euro est une réalisation concrète de la puissance européenne sur la scène mondiale, étant la deuxième monnaie la plus utilisée au monde après le dollar.

Les citoyens européens souhaitent garder l'euro (à 74 % d'entre eux), parce qu'ils le souhaitent parce que c'est une bonne monnaie, non pas parce qu'ils ont peur des conséquences négatives d'une sortie de l'euro.

ii. Les leçons de la crise financière de 2008

Le public s'est aussi demandé si la zone euro était suffisamment prête, 10 ans après la chute de la banque Lehman Brothers, pour affronter une nouvelle crise financière. Tout en soulignant les nombreux progrès effectués par l'UE pour renforcer la solidité des banques et améliorer les mécanismes de résolution de crise, François Villeroy de Galhau a mentionné plusieurs nouveaux défis, en particulier la dette des pays émergents, les risques de contagion liés au « shadow banking », les tentations de repli et d'isolationnisme. En parallèle, les travaux sur l'Union bancaire doivent continuer à progresser : la surveillance des systèmes bancaires au sein de la zone euro doit être renforcée, les canaux de partage des risques privés via l'épargne des Européens doivent être développés et les mécanismes de solidarité (Mécanisme Européen de Stabilité, Fonds de Résolution Unique) pérennisés.

Le public s'est aussi interrogé sur les conséquences de l'endettement au niveau national, européen et mondial. François Villeroy de Galhau a en effet expliqué qu'une des causes sous-jacentes de la crise financière de 2008 était l'excès d'endettement des ménages. Une seconde raison était l'inadéquation entre rendement et risque sur les marchés financiers, avec l'emballement que l'on a connu sur les « produits miracles » (subprimes). Il est regrettable d'observer que, depuis la crise, la dette mondiale a fortement augmenté, en particulier pour pays émergents.

iii. Les politiques monétaires non conventionnelles

Le public a questionné l'efficacité des instruments non conventionnels de politique monétaire de la BCE et la fin annoncée du « quantitative easing ». François Villeroy de Galhau a confirmé que, lors de la crise, les canaux de transmission du « quantitative easing » (assouplissement quantitatif) ont bien fonctionné, puisque ce dispositif a permis de soutenir le crédit dans la zone euro et d'assurer ainsi le financement de l'économie réelle. Aujourd'hui, la BCE constate que les prix progressent à un rythme proche de son objectif, ce qui autorise une sortie du « quantitative easing ». Celle-ci se fera néanmoins de manière très progressive.

iv. Relations avec les Etats Unis

Le public a déploré l'état des relations avec les Etats-Unis et les risques qui pèsent sur le commerce international, suite aux mesures protectionnistes prises par le Président Trump. François Villeroy de Galhau a indiqué que la visite du Président de la Commission Jean-Claude Juncker le 25 juillet dernier

à Washington avait désamorcé les tensions nées des tarifs douaniers imposés par l'exécutif américain. Il est nécessaire de continuer à travailler à une amélioration des relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'UE, tout en préservant les intérêts commerciaux européens et français.

v. *Brexit*

Le public a interrogé François Villeroy de Galhau sur la question du Brexit, notamment l'impact sur l'économie européenne. Le Brexit est le résultat d'un processus démocratique, qui doit être respecté. Sans accord, les conséquences seraient particulièrement négatives pour le Royaume-Uni et l'UE, avec un impact bien plus important pour l'économie britannique, qui perdrait un marché de 450 millions de consommateurs.

c. *Pistes de proposition formulées*

La monnaie unique est un exemple de réalisation concrète et matérielle de la construction européenne et incarne ce que doit être l'Europe, c'est-à-dire proche du quotidien des Européens, avec des bénéfices tangibles. Après le succès de l'euro, l'UE peut développer une Europe des projets et construire en particulier une Europe de la défense et du climat.